

Notaires Associés

Centre d'Affaires DIDIER PLAZA - 2ème étage
Rond Point du Vietnam Héroïque – Route de Didier
97200 FORT-DE-FRANCE

Téléphone : 05.96.63.92.92 - Télécopie : 05.96.63.66.05

Bureau Annexe

Murielle ZAÏRE-BELLEMARE

Samantha CHEVROLAT

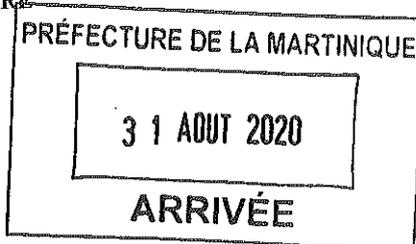
Notaires

Z.A. Artimer

97290 Le Marin

Tél : 05 96 74 19 61

Fax : 05 96 74 94 87



Monsieur Le Préfet de la Région Martinique
Préfecture de la Martinique
Rue Louis blanc
97200 FORT-DE-FRANCE

Fort-de-France, le 21 août 2020

Dossier suivi par Renaud NIRDE
renaud.nirde@notaires.fr

NOTORIETE PRESCRIPTIVE Claire Anna THIMON 1010452 / RN / CZ

Lettre recommandée avec accusé de réception

Objet : Demande de publication d'un extrait de l'acte de notoriété acquisitive

Monsieur Le Préfet,

Dans le cadre du dossier en référence, et conformément aux dispositions de l'article 2 du décret d'application n° 2017-1802 du 28 décembre 2017, entré en vigueur le 1er janvier 2018,

Je vous prie de trouver sous ce pli, un extrait de l'acte de notoriété prescriptive reçu à l'Office Notarial sis à FORT-DE-FRANCE (97200), Centre d'Affaires DIDIER PLAZA - 2ème étage- Rond Point du Vietnam Héroïque – Route de Didier, le **23 juillet 2020**, aux termes duquel figurent les éléments requis, savoir :

- L'identité complète de la personne bénéficiaire conformément aux dispositions du premier alinéa de l'article 5 du décret du 4 janvier 1955 .

- Les éléments d'identification de l'immeuble concerné, précisés conformément aux dispositions de l'article 7 du décret du 4 janvier 1955.

- Et la reproduction des dispositions du premier alinéa de l'article 35-2 de la loi du 27 mai 2009.

Cet extrait précise également que le bénéficiaire revendique la propriété de l'immeuble au titre de la prescription acquisitive en application des dispositions de l'article 2272 du code civil ;

Je vous prie de procéder à la publication dudit extrait sur le site internet de la préfecture de la Région Martinique, pendant une durée de cinq ans et vous informe qu'il été également demandé à Monsieur Le Maire de la Ville de RIVIERE-SALEE de procéder à l'affichage du même extrait en mairie pendant un délai de trois mois.

Société Civile Professionnelle titulaire d'un Office Notarial
Membre d'une Association Agréée - Accepte le règlement des honoraires par chèques libellés en son nom
RIB de l'Etude :

Code Banque	Code Guichet	N°de compte	Clé RIB
40031	00001	0000202778K	45
IBAN : FR50 4003 1000 0100 0020 2778 K45			
BIC : CDCG FR PP XXX			

Etant ici précisé que la dernière des mesures de publicité dont font parties les deux précitées, fait courir le délai de cinq ans pendant lequel l'acte de notoriété acquisitive peut être contesté en application de l'article 35-2 de la loi du 27 mai 2009.

Aussi, je vous remercie de m'adresser le récépissé d'avis de publication de l'extrait concerné, à l'aide de l'enveloppe pré-timbrée jointe pour votre réponse.

Je vous informe que l'accomplissement des mesures de publicité ci-dessus visées est certifié, selon le cas, par le maire ou le préfet.

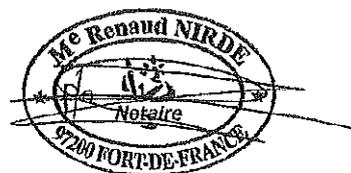
A l'expiration du délai quinquennal sus-visé, l'acte de notoriété acquisitive deviendra alors incontestable.

Il convient néanmoins de rappeler que l'ensemble des dispositions ci-dessus visées ne s'appliquera qu'aux actes de notoriétés « dressés et publiés avant le 31 décembre 2027 ».

Dans cette attente,

Veillez croire, Monsieur Le Préfet, à l'assurance de ma sincère considération.

Maître Renaud NIRDE



✂-----

Références : NOTORIETE PRESCRIPTIVE Claire Anna THIMON 1010452 / RN / CZ

RECEPISSE D'AVIS DE PUBLICATION SUR LE SITE INTERNET DE LA PREFECTURE
DE LA REGION MARTINIQUE

Destinataire du récépissé : Maître Renaud NIRDE, Notaire à FORT-DE-FRANCE (97200)

Le notaire est informé de ce que, suite à son courrier en date du **21 août 2020** contenant un extrait de l'acte de notoriété acquisitive reçu par lui le **23 juillet 2020**, la publication prescrite par les dispositions de l'alinéa 1er de l'article 35-2 de la loi du 27 mai 2009 et de l'article 2 du décret d'application n° 2017-1802 du 28 décembre 2017, a été effectuée sur le site de la Préfecture de la Martinique à compter du

Le

Signature

Cachet

EXTRAIT D'ACTE DE NOTORIETE ACQUISITIVE
Au profit de Monsieur Joël Alexis SIVATTE

Aux termes d'un acte reçu par Maître Renaud **NIRDE**, Notaire membre de la Société Civile Professionnelle dénommée « Catherine SCHIN-OUA-SIRON-SCHAPIRA Renaud NIRDE et Murielle ZAÏRE-BELLEMARE, Notaires, associés d'une société civile professionnelle titulaire d'un office notarial, à FORT-DE-FRANCE (Martinique), Centre d'Affaires DIDIER PLAZA - 2ème étage - Rond Point du Vietnam Héroïque – Route de Didier – CS20.002, le **23 juillet 2020**,

Il a été constaté la prescription acquisitive au profit de :

Madame Claire Anna THIMON, Retraitée, demeurant à SAINT-PIERRE (97250) Rue Victor Hugo Quartier Fort.

Née à LE VAUCLIN (97280) le 30 avril 1901.

Célibataire.

Non liée par un pacte civil de solidarité.

De nationalité française.

Résidente au sens de la réglementation fiscale.

est présente à l'acte.

Observation est ici faite que Madame Claire Anna THIMON est depuis décédée à SAINT-PIERRE (97250), 05 octobre 2001.

INTERVENTION

La présente notoriété est établie sur la réquisition de :

1/ Mademoiselle Jacqueline Marie Anna Françoise THIMON, Retraitée, demeurant à SAINT-PIERRE (97250) 29 Lotissement Jardin des Plantes.

Née à SAINT-PIERRE (97250) le 4 octobre 1952.

Célibataire.

2/ Monsieur Michel Louis Daniel THIMON, Retraité, époux de Madame Rosette Victoire VANDOL, demeurant à SAINT-JOSEPH (97212) Ermitage Gonnier.

Né à SAINT-PIERRE (97250) le 31 mars 1954.

Marié à la mairie de SAINT-JOSEPH (97212) le 6 décembre 2008 sous le régime de la séparation de biens pure et simple défini par les articles 1536 et suivants du Code civil aux termes du contrat de mariage reçu par Maître Renaud NIRDE, notaire à FORT-DE-FRANCE, le 2 décembre 2008.

3/ Monsieur Thierry Guillaume THIMON, Agent EDF, époux de Madame Micheline Michelle GRITTE, demeurant à SAINT-PIERRE (97250) 9 lotissement Périnelle.

Né à SAINT-PIERRE (97250) le 10 janvier 1962.

Marié à la mairie de SAINT-PIERRE (97250) le 29 septembre 2018 sous le régime de la séparation de biens pure et simple défini par les articles 1536 et suivants du Code civil aux termes du contrat de mariage reçu par Maître Monique LEPELLETIER BEAUFOND-DUVAL, notaire à LE LAMENTIN (97232), le 27 août 2018.

Les petit-enfants présents de Madame Claire Anna **THIMON**,
Intervenants aux présentes pour confirmer les déclarations faites par les témoins ci-dessus désignés.

Lequels revendiquent la propriété des l'immeubles dont la désignation suit, au titre de la prescription acquisitive, en application des dispositions de l'article 2272 du code civil ;

IDENTIFICATION DU BIEN

Immeuble article un

DESIGNATION

A SAINT-PIERRE (MARTINIQUE) 97250 Rue Victor Hugo,
Un IMMEUBLE consistant en un terrain sur lequel repose une construction à usage de local commercial comprenant :

- une pièce, une cuisine, un w.c et une cour.

Figurant ainsi au cadastre :

Section	N°	Lieudit	Surface
C	38	RUE VICTOR HUGO	00 ha 00 a 55 ca

Tel que le **BIEN** existe, avec tous droits y attachés, sans aucune exception ni réserve.

Un extrait de plan cadastral est annexé. (**Annexe**)

Immeuble article deux

DESIGNATION

A SAINT-PIERRE (MARTINIQUE) 97250 Rue Victor Hugo,
Un IMMEUBLE consistant en un terrain sur lequel repose une maison d'habitation de type F6 comprenant :

- deux cuisines, six pièces dont une à usage de bar épicerie, deux salles d'eau avec wc et une cour.

Figurant ainsi au cadastre :

Section	N°	Lieudit	Surface
C	39	RUE VICTOR HUGO	00 ha 01 a 80 ca

Tel que le **BIEN** existe, avec tous droits y attachés, sans aucune exception ni réserve.

Tel que le **BIEN** existe, s'étend, se poursuit et comporte, avec toutes ses aisances, dépendances et immeubles par destination, servitudes et mitoyennetés, tous droits et facultés quelconques y attachées, sans exception ni réserve, autres que celles pouvant être le cas échéant relatives aux présentes.

Reproduction de l'article 35-2, alinéa 1^{er}, de la loi du 27 mai 2009

« Lorsqu'un acte de notoriété porte sur un immeuble situé en Guadeloupe, en Martinique, à La Réunion, en Guyane, à Saint-Martin et à Mayotte et constate une possession répondant aux conditions de la prescription acquisitive, il fait foi de la possession, sauf preuve contraire. Il ne peut être contesté que dans un délai de cinq ans à compter de la dernière des publications de cet acte par voie d'affichage, sur un site internet et au service de la publicité foncière ou au livre foncier ».